ANNEXE 3

MÉMOIRE EN RÉPONSE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE PCB

**OFFRE PUBLIQUE DE REPRISE CONCERNANT L'ENSEMBLE DES
ACTIONS NON ENCORE DÉTENUES, DIRECTEMENT OU
INDIRECTEMENT, PAR OCP S.A. DANS**

PCB SA/NV

**MÉMOIRE EN RÉPONSE PRÉPARÉ PAR LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE PCB SA/NV CONFORMÉMENT AUX ARTICLES
22 SS. DE LA LOI DU 1ER AVRIL 2007 RELATIVE AUX OFFRES
PUBLIQUES D'ACQUISITION ET AUX ARTICLES 7/1 ET 7/2 DE
L'ARRÊTÉ ROYAL DU 27 AVRIL 2007 RELATIF AUX OFFRES
PUBLIQUES DE REPRISE (TEL QUE MODIFIÉ PAR L'ARRÊTÉ ROYAL DU
23 SEPTEMBRE 2018) (l'« Arrêté Royal »)**

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Définitions

Sauf disposition contraire dans le présent mémoire en réponse (le ***Mémoire en Réponse***), les mots et expressions utilisés avec une majuscule ont la signification suivante :

Actions désigne chacune de 739.552 actions actuellement en circulation de PCB au titre desquelles l'Offre est réalisée (c'est-à-dire toute les actions de PCB, à l'exception des actions de PCB actuellement détenues, directement ou indirectement, par l'Offrant) ;

Actionnaires désigne tout détenteur d'une ou plusieurs Actions ;

Arrêté Royal désigne l'Arrêté Royal du 27 avril 2007 relatif aux offres publiques de reprise (tel que modifié par l'Arrêté royal du 23 septembre 2018) ;

CMPC désigne le coût moyen pondéré du capital ;

Expert Indépendant désigne Degroof Petercam Corporate Finance SA/NV, dont le siège social est sis Rue Guimard/Guimardstraat 18, 1040 Bruxelles, enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0864.424.606, agissant à titre d'expert indépendant en vertu de l'article 6 de l'Arrêté Royal ;

OCP S.A. ou Offrant désigne OCP S.A., une société anonyme de droit français, dont le siège social est sis 2, rue Galien, 93400 Saint-Ouen, France, et enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro SIREN 345 277 917 ;

Offre désigne l'offre publique de reprise lancée par l'Offrant sur l'ensemble des Actions n'étant pas encore détenues par l'Offrant, conformément à l'Arrêté Royal ;

PCB désigne PCB SA/NV, une société anonyme de droit belge, dont le siège social est sis Rond-point Robert Schuman/ Robert Schumanplein 6, boîte 5, 1040 Bruxelles, enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 403.085.181 ;

Prix Offert désigne le prix offert par Action dans le cadre de l'Offre publique de reprise, à savoir EUR 8,40 ;

Mémoire en Réponse désigne le présent mémoire en réponse, préparé par le conseil d'administration de PCB par rapport à l'Offre, en vertu des articles 22 ss. de la Loi du 1^{er} avril 2007 relative aux Offres Publiques d'Acquisition et aux articles 7/1 et 7/2 de l'Arrêté Royal ;

Prospectus désigne le prospectus qui expose les modalités de l'Offre tel qu'approuvés par la FSMA le 25 mars 2019 ;

Rapport désigne le rapport préparé par l'Expert Indépendant en vertu de l'article 6 de l'Arrêté Royal, tel qu'approuvé par la FSMA le 25 mars 2019.

2. Contexte

Le 22 novembre 2018, OCP S.A., société anonyme de droit français ayant son siège social au 2, rue Gallien, 93400 Saint-Ouen (France), et inscrite dans le Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro SIREN 345 377 917, agissant de concert avec Brugefi Invest S.A.S., société par actions simplifiée de droit français ayant son siège social au 2, rue Gallien, 93400 Saint-Ouen (France), et inscrite dans le Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro SIREN 532 365 707, a annoncé à l'Autorité des Services et Marchés Financiers (la **FSMA**) son intention de lancer une offre publique de reprise sur l'ensemble des Actions de la société PCB non encore détenues, directement ou indirectement, par OCP S.A., soit 739.552 actions (4,36% du capital), et ce au prix de EUR 8,40 par Action (**l'Offre**).

Le 22 novembre 2018, la FSMA a publié un avis concernant l'Offre en application de l'article 7 de l'Arrêté Royal.

Le conseil d'administration de PCB s'est réuni le 14 mars 2019 pour examiner le Rapport et le Prospectus tels qu'approuvés par la FSMA le 25 mars 2019.

Conformément aux dispositions de l'article 24§1er de la Loi relative aux Offres Publiques d'Acquisition, le Mémoire en Réponse doit comporter au moins:

- (i) les remarques éventuelles du conseil d'administration concernant le Prospectus (voir le chapitre B.1) ;
- (ii) une déclaration concernant les clauses statutaires impliquant une limitation de la cessibilité ou de la possibilité d'acquérir des titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote, ainsi que, dans la mesure où le conseil d'administration de PCB en a connaissance, une liste des droits préférentiels qui auraient été consentis à certaines personnes en vue d'acquérir de tels titres (voir le chapitre D) ;
- (iii) l'avis motivé émis sur l'Offre (voir le chapitre C).

Aux termes de l'article 7/2 de l'Arrêté Royal, l'avis doit exposer de façon motivée :

- (iv) l'appréciation de PCB à propos du Rapport (voir le chapitre B.2) ; ainsi que
- (v) son opinion quant à savoir si le prix méconnaît ou non les intérêts des détenteurs de titres (les **Actionnaires**) (voir le chapitre C).

Tel que stipulé à l'article 7/2 de l'Arrêté Royal, l'avis doit mentionner les positions divergentes des membres du conseil d'administration si ces derniers n'adoptent pas une position unanime, en précisant s'il s'agit d'un membre considéré comme administrateur indépendant ou d'un membre qui représente en fait certains détenteurs de titres.

Tous les administrateurs de PCB étaient présents ou représentés lors de la réunion du 14 mars 2019.

B. ANALYSE DU PROSPECTUS ET DU RAPPORT

Les membres du conseil d'administration de PCB ont examiné le Prospectus et le Rapport tels qu'approuvés par la FSMA le 25 mars 2019. Les membres du conseil d'administration ont pu poser à l'Offrant toutes les questions qu'ils ont jugées pertinentes et utiles.

Les membres du conseil d'administration ont émis leur opinion en prenant en considération la question de savoir si le Prix Offert méconnaît ou non les intérêts des Actionnaires.

1. Le Prospectus

a) Remarques préliminaires

Les membres du conseil d'administration ont examiné le Prospectus. Ils ont particulièrement examiné:

- la présentation de PCB visée au chapitre 3 du Prospectus ;
- le contexte de l'Offre et le prix ;

- la justification du Prix Offert reprise dans le Prospectus.

b) Méthodes d'évaluation et points de référence

Concernant la justification du Prix Offert, les membres du conseil d'administration constatent que le prix de EUR 8,40 a été déterminé sur base de plusieurs méthodes d'évaluation et points de référence.

Plus particulièrement, l'Offrant a eu recours aux méthodes d'évaluation et points de référence suivants :

- la méthode DCF;
- l'analyse de sociétés comparables;
- l'analyse de transactions comparables;
- l'analyse de la valeur nette d'inventaire;
- l'analyse du cours historique de l'action PCB;
- l'analyse des primes d'offres publiques de rachat en Belgique.

(i) L'analyse DCF

Dans le cadre de l'analyse DCF, l'Offrant a déterminé la valeur d'entreprise de PCB par actualisation des cash flows libres futurs et la valeur terminale à la fin de la période de prévision pertinente (allant jusqu'à l'exercice 2023) calculé au coût moyen pondéré du capital (« **CMPC** »). Les projections concernant la performance future de PCB ont été basées sur

- des chiffres historiques (consolidés pro forma au 31 mars 2018 et ajustés des coûts exceptionnels du dernier exercice fiscal) et
- le plan d'affaires de PCB couvrant la période allant jusqu'à l'exercice 2023, qui inclut les synergies estimées de la fusion entre Pharma Belgium et Belmedis ainsi que les synergies liées aux autres sociétés apportées dans le périmètre de consolidation de PCB.

L'Offrant a utilisé pour son calcul

- une valeur terminale de croissance de 1,0 %, et
- un CMPC de 7,19 %.

Sur base de ces données, l'Offrant a calculé une valeur d'entreprise de EUR 144,2M et une valeur des fonds propres de EUR 140,2M, après déduction de la dette financière nette (ajustée) de EUR 4,0M, et un prix d'action de EUR 8,28.

(ii) L'analyse de sociétés comparables

Sur base des multiples utilisés pour l'analyse de sociétés comparables (et sur base des chiffres EBITDA/EBIT pour l'exercice 2021), la valeur d'entreprise de PCB serait située entre EUR 97,9M et EUR 126,6M, ce qui donnerait une valeur des fonds propres entre EUR 93,9M et EUR 122,6M (multiples VE¹/EBITDA) ou entre EUR 5,54 et EUR 7,24 par action. Si l'on utilise des multiples VE/EBIT, la valeur d'entreprise se situerait entre EUR 87,0M et EUR 108,1M, ce qui donnerait une valeur des fonds propres entre EUR 83,0M et EUR 104,1M ou entre EUR 4,90 et EUR 6,14 par action.

(iii) L'analyse de transactions comparables

Sur base des multiples constatés dans des transactions comparables, l'analyse faite par l'Offrant donnerait une valeur d'entreprise entre EUR 70,2M et EUR 86,6M, ce qui correspond à une valeur des fonds propres entre EUR 66,2M et EUR 82,6M (sur base des multiples VE/EBITDA) ou entre EUR 3,91 et EUR 4,88 par action. Sur base des multiples VE/EBIT, la valeur d'entreprise serait entre EUR 56,0M et EUR 66,8M, ce qui donnerait une valeur de fonds propres entre EUR 52,0M et EUR 62,9M ou entre EUR 3,07 et EUR 3,71 par action.

(iv) La valeur nette d'inventaire

L'évaluation basée sur la valeur nette d'inventaire donne un prix d'action de EUR 5,77 sur base des comptes statutaires de PCB au 31 mars 2018 et de EUR 5,23 sur base des chiffres consolidés au 31 mars 2018.

(v) L'analyse du cours historique de l'action PCB

En analysant la performance historique de l'action PCB, l'Offrant a examiné la période des deux années entre le 21 novembre 2016 et le 21 novembre 2018. Pendant la période susmentionnée, le prix d'action oscillait entre EUR 5,2 et EUR 8,7 par action. Le prix a baissé de 5,1 % pendant les douze mois précédant le 20 octobre 2017, date à laquelle PCB a annoncé au public la fourchette de prix déterminée par l'Offrant aux fins de l'offre publique de reprise. A cette date, l'action PCB a clôturé au prix de EUR 5,6 par action. Au sens strict, l'analyse de l'évolution historique du prix d'action ne constitue pas une méthode d'évaluation. Néanmoins, cette analyse est importante dans un contexte d'offre publique de reprise à titre de référence pour les actionnaires. Sur base de la performance historique de l'action PCB, un prix d'action de EUR 8,40 représente une prime de 50 % par rapport au prix de l'action au 20 octobre 2017 et au prix moyen pendant les 30 jours calendriers avant cette date. Par rapport au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions pendant les trois mois, ou douze mois,

¹ Valeur d'entreprise.

précédant le 20 octobre 2017, le prix d'action de EUR 8,40 représente une prime de 39,9 % et de 38,8 %, respectivement.

(vi) L'analyse des primes d'offres publiques de rachat en Belgique

L'Offrant a également examiné les primes payées dans le cadre d'offres publiques de rachat comparables en Belgique (postérieures à la crise financière de 2008), à titre de référence. Le Prix Offert de EUR 8,40 par action représente une prime de 50 % par rapport au prix de clôture au 20 octobre 2017 (EUR 5,6 par action). La prime médiane payée dans des transactions publiques de rachat sélectionnées s'élève à 21,4 % comparé au prix de clôture pertinent.

c) Conclusions de l'Offrant

En résumé de ce qui précède, l'Offrant estime que:

- Le Prix Offert est plus élevé que le point médian de la méthode d'évaluation DCF qui donne la valeur la plus élevée;
- les autres méthodes d'évaluation et points de référence donnent une valeur par action qui est plus basse ;
- la prime offerte par rapport au cours de bourse de PCB au 20 octobre 2017 est plus élevée que la médiane observée dans des offres publiques de reprises sur le marché belge depuis 2009;
- par conséquent, le Prix Offert ne méconnaît pas les intérêts des Actionnaires.

d) Observations du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration estiment que le Prospectus reprend toutes les informations essentielles nécessaires afin d'évaluer si le Prix Offert méconnaît ou non les intérêts des Actionnaires.

Les membres du conseil d'administration ne formulent aucune remarque à l'égard du contenu du Prospectus.

2. Le Rapport

a) Mission de l'Expert Indépendant

La mission de l'Expert Indépendant est définie par l'article 6 de l'Arrêté Royal. L'Expert Indépendant doit ainsi rapporter sur neuf éléments :

1. *une description de l'identité de la société visée, de la structure et de la répartition de son actionnariat, de l'ensemble d'entreprises auquel elle appartient, des activités qu'elle exerce et de leur répartition, de son évolution récente et de l'identité des dirigeants;*
2. *les derniers comptes annuels et les rapports y afférents ou, s'ils sont disponibles, les derniers comptes consolidés et les rapports y afférents de la société visée, ainsi qu'un état comptable plus récent si des modifications importantes sont survenues depuis la date de clôture de ces comptes ou si cette date remonte à plus de neuf mois;*
3. *une description précise des différents titres sur lesquels porte l'offre;*
4. *l'évaluation, étayée par des chiffres circonstanciés, que l'expert indépendant a faite des titres visés par l'offre, en utilisant des méthodes pertinentes au regard de la nature et de l'activité de la société concernée et en partant d'éléments de fait et d'hypothèses adéquats; l'indication des méthodes d'évaluation qu'il a appliquées, des éléments de fait et des hypothèses qu'il a retenus, des sources qu'il a utilisées et du résultat qu'il a obtenu au moyen des méthodes d'évaluation utilisées;*
- 4/1. *une déclaration confirmant que les hypothèses et les méthodes utilisées par l'expert indépendant dans son rapport sont raisonnables et pertinentes;*
5. *une analyse du travail d'évaluation réalisé par l'offrant;*
6. *une déclaration par l'expert indépendant, formulée de manière inconditionnelle et sans réserve, attestant du fait que le prix ne méconnaît pas les intérêts des détenteurs de titres;*
7. *une déclaration de l'expert indépendant selon laquelle il répond pleinement aux exigences de l'article 5, accompagnée d'une justification adéquate;*
8. *la rémunération perçue par l'expert indépendant, ainsi que l'indication des moyens qu'il a engagés en personnel et en temps, une description des diligences qu'il a effectuées et la mention des personnes qu'il a contactées.*

b) *Constats et conclusions de l'Expert Indépendant*

Le Rapport examiné par les membres du conseil d'administration reprend tous les éléments susmentionnés.

Le Rapport inclut une valorisation de PCB sur une base de continuité au 30 août 2018, en incluant les synergies potentielles attendues de la fusion entre Pharma Belgium et Belmedis ainsi que les synergies liées aux autres sociétés apportées dans le périmètre de consolidation de PCB. A cette fin, l'Expert Indépendant a obtenu de la part de PCB un plan d'affaires pour la période

allant de l'exercice 2019 jusqu'à l'exercice 2023, comprenant les synergies estimées.

L'Expert Indépendant a choisi l'**analyse DCF** comme principale méthode d'évaluation de PCB. L'**analyse des sociétés comparables ("ASC")** et l'**analyse des transactions comparables ("ATC")** n'ont pas été retenues comme principale méthode d'évaluation. Cependant, elles ont été utilisées comme points de référence. De plus, l'Expert Indépendant a utilisé d'autres méthodes d'évaluation pour valoriser PCB, à savoir l'**analyse du cours de l'action** de PCB et l'**analyse des primes d'offres publiques de rachat**, utilisées elles aussi comme points de référence de la méthode principale d'évaluation, l'analyse DCF. L'Expert Indépendant n'a pas retenu la **méthode de la valeur nette d'inventaire**.

La **méthode de l'actualisation des cash flows libres** de l'entreprise permet d'obtenir une valeur d'entreprise estimée entre EUR 108,6M et EUR 133,8M avec un point médian de EUR 120,0M. En déduisant l'endettement financier net ajusté, l'Expert Indépendant obtient une valeur estimée des fonds propres comprise entre EUR 102,3M et EUR 127,5M avec un point médian de EUR 113,7M. Après division de la valeur des capitaux propres par le nombre d'actions diluées, l'Expert Indépendant obtient une valeur des capitaux propres par action estimée entre EUR 6,0 et EUR 7,5 avec un point médian de EUR 6,7.

Sur base de l'**analyse des sociétés comparables** (pour laquelle l'Expert Indépendant a retenu les chiffres de l'exercice 2020 afin de capturer une grande partie des synergies estimées), la valeur estimée des fonds propres par action est comprise entre EUR 4,1 et EUR 4,4 avec un point médian de EUR 4,3 (basée sur la méthode des multiples VE/EBITDA). Sur base de la méthode des multiples VE/EBIT, la valeur estimée des fonds propres par action est comprise entre EUR 3,1 et EUR 3,6 avec un point médian de EUR 3,3.

L'**analyse des transactions comparables** donne une valeur d'entreprise de PCB estimée entre EUR 60,7M et EUR 77,1M avec un point médian de EUR 68,9M (basée sur le ratio VE/EBITDA). La valeur des fonds propres par action estimée est comprise entre EUR 3,2 et EUR 4,2 avec un point médian de EUR 3,7. L'analyse des transactions comparables basée sur le ratio VE/EBIT donne une valeur d'entreprise estimée comprise entre EUR 68,2M et EUR 79,1M avec un point médian de EUR 73,6M. La valeur des fonds propres estimée par action est comprise entre EUR 3,7 et EUR 4,3 avec un point médian de EUR 4,0.

L'Expert Indépendant mentionne par ailleurs que le Prix Offert représente une prime de 50 % comparé au prix de clôture au jour précédant l'annonce de la fourchette de prix et une prime de 45 % (ou 39 %, respectivement) si l'on compare le Prix Offert à la moyenne du prix d'action sur les trois mois (ou douze mois) qui précèdent l'annonce.

L'Expert Indépendant a conclu que le Prix Offert ne méconnaît pas les intérêts des Actionnaires.

c) Observations du conseil d'administration

La comparaison des méthodes utilisées par l'Offrant et l'Expert Indépendant montre que :

- L'Expert Indépendant a retenu la méthode DCF comme méthode d'évaluation principale étant donné qu'elle donne une valeur intrinsèque de PCB, basée sur le plan d'affaires préparé par le management, qui capture les synergies estimées de la fusion entre Pharma Belgium et Belmedis ainsi que les synergies liées aux autres sociétés apportées dans le périmètre de consolidation de PCB. L'Expert Indépendant a estimé que la valeur d'une action PCB se situe entre EUR 6,0 et EUR 7,5. Le Prix Offert de EUR 8,40 se situe au-dessus de l'extrémité supérieure de la fourchette de valeurs déterminée par l'Expert Indépendant.
- L'Expert Indépendant a globalement utilisé les mêmes méthodes d'évaluation que l'Offrant (à l'exception de la méthode de la valeur nette d'inventaire). L'Expert Indépendant estime que la méthode DCF est la plus appropriée. D'autres méthodes ont été utilisées à titre de point de référence. L'Expert Indépendant a obtenu, sur base de la méthode DCF, une valeur médiane pour les fonds propres de EUR 113,7M alors que l'Offrant présente une valeur de EUR 140,2M. Outre les ajustements de la dette financière nette et d'autres éléments, l'écart d'évaluation est principalement dû à la valeur du CMPC retenue (8,73 % pour l'Expert Indépendant au lieu de 7,19 % pour l'Offrant). Cette différence provient essentiellement de la prise en compte par l'Expert Indépendant d'une prime de risque liée à la taille de PCB.
- Cependant, d'autres différences dans l'analyse DCF faite par l'Expert Indépendant ont un impact positif sur l'évaluation de l'Expert Indépendant par rapport à celle de l'Offrant. Ces différences concernent la méthodologie d'actualisation et le taux de croissance perpétuelle.
- L'Expert Indépendant a calculé une dette financière nette ajustée de EUR 6,3M contre EUR 4,0M présentée par l'Offrant. L'Expert Indépendant estime que l'Offrant a adopté une approche plus avantageuse du point de vue des actionnaires minoritaires.
- En ce qui concerne l'analyse des sociétés comparables, l'Expert Indépendant estime que les multiples VE/EBIT(DA) sont les ratios d'évaluation les plus pertinents (contrairement au ratio d'évaluation VE/ventes).
- Pour les fins de l'analyse des sociétés comparables, l'Expert Indépendant a (en partie) sélectionné d'autres sociétés que l'Offrant. La sélection est également différente (en partie) par rapport à l'analyse des transactions comparables sans que ces différences n'aient un impact significatif (dans les deux cas).

- En ce qui concerne l'analyse du cours de l'action, l'Expert Indépendant a analysé l'évolution du cours historique sur une période de cinq ans (Offrant : deux ans).
- L'Expert Indépendant n'a pas tenu compte des primes d'offres publiques de rachat payées en Belgique.
- L'Expert Indépendant n'a pas tenu compte de la valeur nette d'inventaire, à la différence de l'Offrant.
- En ce qui concerne les projections du besoin en fonds de roulement net dans le plan d'affaires (en ce compris l'ajustement), l'Offrant a utilisé la définition de besoin en fonds de roulement commercial tandis que l'Expert Indépendant s'est référé au besoin en fonds de roulement net.

L'Expert Indépendant a confirmé que les hypothèses et méthodes utilisées dans son rapport sont raisonnables et pertinentes.

Les membres du conseil d'administration estiment :

- que le Rapport reprend toutes les informations reprises dans l'Arrêté Royal ;
- qu'il n'y a en outre aucune remarque ou observation à formuler quant au contenu du Rapport ;
- que l'Expert Indépendant a fait son évaluation de PCB de manière indépendante et professionnelle ;
- que la valeur que l'Expert Indépendant obtient est inférieure au Prix Offert.

C. AVIS MOTIVÉ SUR L'OFFRE

Tous les membres du conseil d'administration ont examiné l'Offre et rédigé le présent Mémoire en Réponse en prenant en compte les intérêts des Actionnaires.

Sur base de l'examen du Prospectus et du Rapport, et après délibération, tous les membres du conseil d'administration estiment que

- le Prospectus n'appelle pas de remarque, ne présente pas de lacune et ne contient pas d'information susceptible d'induire en erreur les Actionnaires ;
- le Rapport n'appelle pas de remarque, ne présente pas de lacune et ne contient pas d'information susceptible d'induire en erreur les Actionnaires.

Après avoir débattu de la manière dont a été établi et justifié le Prix Offert mentionné dans le Prospectus et le Rapport, tous les membres du conseil d'administration de PCB estiment que le Prix Offert ne méconnaît pas les intérêts des Actionnaires.

L'avis des membres du conseil d'administration est notamment basé sur les éléments ci-dessous:

- L'évaluation pratiquée par l'Expert Indépendant donne une valeur d'action entre EUR 6,0 et EUR 7,5 qui est inférieure au Prix Offert ;
- l'Expert Indépendant a globalement appliqué les mêmes méthodes d'évaluation que l'Offrant ;
- selon l'Expert Indépendant, la méthode DCF est la méthode d'évaluation la plus pertinente étant donné qu'elle tient compte des développements et synergies futurs ;
- les autres méthodes d'évaluation utilisées par l'Expert Indépendant et par l'Offrant donnent une valeur de PCB qui est inférieure à la valeur établie selon la méthode DCF ;
- l'analyse par l'Expert Indépendant a révélé que la valeur de PCB déterminée par l'Expert Indépendant est inférieure à la valeur déterminée par l'Offrant ;
- selon l'Expert Indépendant, cette différence s'explique (principalement) par l'utilisation d'un CMPC de 8,73 % au lieu de 7,19 %. Le CMPC plus bas utilisé par l'Offrant est favorable aux Actionnaires. La détermination de l'endettement financier net ajusté, calculé par l'Offrant à un montant inférieur au montant déterminé par l'Expert Indépendant, est également favorable aux Actionnaires ;
- l'Expert Indépendant a confirmé que le Prix Offert induit une prime de 50 % par rapport au prix de clôture de l'action le jour précédant l'annonce de la fourchette de prix (20 octobre 2017).

D. AUTRES PRÉCISIONS

Les membres du conseil d'administration précisent en outre que :

- les statuts de PCB ne prévoient pas de clause statutaire impliquant la limitation de la cessibilité ou de la possibilité d'acquérir les titres avec droit de vote ou donnant accès au droit de vote ;
- à la connaissance des membres du conseil d'administration, il n'existe pas de droit préférentiel qui aurait été consenti à certaines personnes en vue d'acquérir de tels titres ;
- Conformément à l'article 29§1 de la Loi relative aux Offres Publiques d'Acquisition, PCB, par le biais de son conseil d'administration, représenté par Madame Martine Blockx et Brugefi Invest S.A.S., représentée par Monsieur Philippe Lacroix, administrateurs, assume la responsabilité des informations contenues dans le présent Mémoire en Réponse. PCB déclare qu'à sa connaissance les données de ce Mémoire en Réponse sont conformes à la réalité à la date du présent

Mémoire en Réponse et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

- le présent Mémoire en Réponse a été approuvé par la FSMA le 25 mars 2019 conformément à l'article 28§3 de la Loi relative aux Offres Publiques d'Acquisition. Cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité ni de la qualité de l'Offre.
- ce Mémoire en Réponse sera joint au Prospectus en Annexe 3. Le Prospectus sera publié sur <https://www.kbcsecurities.com/prospectus-documents-overviews/prospectus-overview> (français et néerlandais), www.kbc.be (français, et néerlandais), www.cbc.be/ (français), www.bolero.be/fr/ (français), www.bolero.be/nl (néerlandais) ou sur les sites web de l'Offrant (www.ocpsa.fr) ou PCB (www.pcb.be). Sur demande, le Prospectus peut être obtenu gratuitement auprès des guichets de la KBC Bank NV ou de la CBC Banque SA ou par téléphone auprès de la KBC Bank NV au numéro de téléphone +32 78 15 21 53 (en néerlandais et en français) et auprès de la CBC Banque SA au numéro de téléphone +32 (0)800 90 020 (en français) ou auprès de Bolero au numéro de téléphone +32 32 83 29 81 (en français et en néerlandais).

Fait à Wavre, le 26 mars 2019.

Pour les membres du conseil d'administration de PCB SA

Martine Blockx

Brugefi Invest S.A.S.,
représentée
par Philippe Lacroix